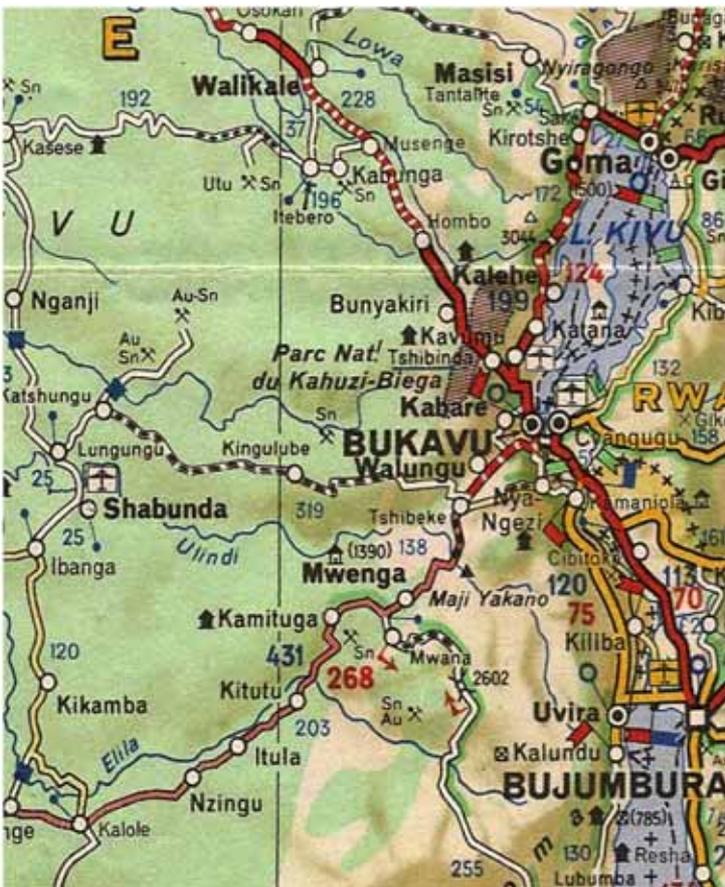


# BUKAVU...



... via Bujumbura



## Portraits

et quelques  
questions  
ouvertes

16.12.11 - 10.01.12

## BUKAVU... via Bujumbura ; Portraits et quelques questions ouvertes ; 16.12.2011 – 10.01.2012

Bukavu – comme toute la région centrafricaine des Grands Lacs - vaut un voyage. Voire deux, trois ou plus : Collines verdoyantes, lacs, montagnes, volcans, climat très agréable, gens sympas. Beaucoup de mes amis et connaissances originaires de cette région s'indignent parce que la plupart des informations qui circulent sur leur patrie sont excessivement négatives. Mais comment peuvent-ils se procurer une audience?

C'est un monde loin de l'attention mondiale qu'il y a à découvrir dans ce rapport de voyage.

Si ce récit fait naître en vous l'envie d'éprouver par vous-même cette réalité, de développer plus loin les expériences, mon objectif est atteint. J'ai pris soin de présenter le contenu au plus factuel que possible. Si vous sentez qu'y figurent quand même des imprécisions, vous êtes priés de bien vouloir me le signaler.

Je fournis volontiers des contacts. Des liens internet utiles et une chronologie des événements les plus importants se trouvent en annexe. Cependant, l'utilisation du matériel au-delà de la sphère privée exige l'accord préalable des personnes présentées.

Je vous remercie pour votre intérêt.

Contact : Hansueli Homberger, Girhaldenstrasse 15, CH-8331 Auslikon / Suisse, [www.h-connt.ch](http://www.h-connt.ch)

### Pourquoi un casque de protection avec visière ?

« Eh ! Mais ça fait longtemps » s'exclame Albert. Étonnement. Oui, exact, au moins... dix ans...

Le bureau de son agence de transport dans la périphérie de la ville de Bujumbura est minuscule. Quatre personnes suffisent à saturer l'espace entre sa table de travail, une étagère et quelques sacs empilés. Selon l'odeur, ceux-ci sont remplis de Ndagaras, petits poissons de la taille d'un doigt, qui sont pêchés dans le lac Tanganyika et par la suite séchés au soleil.

Pendant que nous considérons, où et quand précisément nous nous sommes rencontrés la dernière fois, Albert remplit le ticket pour le voyage à Bukavu, Chef-lieu de la province du Sud-Kiv en République Démocratique du Congo (anciennement le Congo belge, devenu ultérieurement le Zaïre).

Trois billets de 5-\$ disparaissent dans son tiroir, la monnaie de retour est donnée en francs burundais.



Billet pour un voyage le long de la rivière Ruzizi, du Lac Tanganyika jusqu'au Lac Kivu

Le conducteur de taxi nous observe. Manifestement, il se considère responsable de mon retour sauf et le plus rapide possible à l'hôtel. Et maintenant, il doit craindre qu'on palabre longuement, comme il se le doit entre de vieilles connaissances. Immédiatement, Albert s'offre pour effectuer ce transport. Le taximan se laisse payer. Est-ce de l'inquiétude sur son visage ? Et quoi si Albert n'est pas la vieille connaissance qu'il prétend être ?

L'agence d'Albert est alignée avec des douzaines d'autres petites boutiques et kiosques le long de la paroi extérieure d'une grande cour fonctionnant de gare routière. D'un haut-parleur devant un magasin on entend la musique locale et par si et par là brillent encore les flaques d'eau de la dernière pluie. Des taxis et des minibus font le va et vient, le tout dans une foule mouvementée: enfants qui survivent en faisant du commerce volant ; des hommes dont les habits sont tachés d'huile circulant avec des outils et pièces de rechange. On voit des passagers, des conducteurs et peut-être aussi quelques personnes qui ne savent même pas précisément pourquoi elles sont ici. Une fille et un garçon, les deux tout au plus cinq ans, marchent pieds nus et très, très lentement, main dans la main à travers le brouhaha, donnant au tout une allure surréaliste.

Très vite, le conducteur de taxi revient et me présente son téléphone portable. Le directeur de l'hôtel est à l'appareil. Il veut savoir ce qui se passe. Une tension devient perceptible, dans mon estomac il y a un bloc. Finalement, à qui faire confiance ? Et pourquoi cette question ici, dans une région où des sentiments de sécurité sont liés aux relations de confiance peut-être plus directement qu'ailleurs. Une région où le terme *assurance* retentit comme un mot étranger. Et où la violence et l'impunité ont déjà détruit beaucoup trop de liens de confiance.

Nous libérons le taxi une deuxième fois. En comparaison, la voiture d'Albert est une épave. Qui n'est même pas marquée comme taxi. A la sortie de l'enclos, Albert tourne à droite. À droite ? Mais ne sommes-nous pas venus de l'autre côté ? Il m'observe un moment et puis il montre sa carte de service et souligne qu'il est un homme de parole. Par la suite, il commence à faire des blagues sur le taximan peureux et les complexes des Burundais en raison de la petitesse de leur pays. Petit en comparaison avec le gigantesque pays du Fleuve Congo, d'où il vient. Signes d'un patriotisme sain ?

La tension diminue lorsque nous nous approchons du centre-ville. Au Burundi, le processus de pacification, négocié difficilement avec l'appui de la communauté internationale, ne semble pas être au beau fixe. On appelle au calme, par exemple dans un communiqué des évêques. Les différents acteurs se rencontrent avec méfiance et s'accusent mutuellement d'être à l'origine d'atrocités. Albert me dépose à l'hôtel et ne demande même pas à être payé. Des rapports circulent, selon lesquels les élections qui se sont déroulées dans son pays d'origine ont été truquées à grande échelle. On vient de publier les résultats une journée avant la date prévue. Comme cela avait été pronostiqué, c'est le président sortant, Joseph Kabila, qui gagne avec 48% des voix. Donc il reconnaît que plus de la moitié des Congolaises et Congolais ne sont pas derrière lui.

Le lendemain, douze personnes s'en remettent au chauffeur d'un Minibus. On voyage à travers le Rwanda. A la frontière, on fouille sérieusement. 50 fardes de cigarettes sont découvertes. Marchandise de contrebande ou contrefaçon ? C'est quoi exactement, la confiance ? Le cas est réglé par un petit paiement en sous-main. Par la suite, on gagne vite en altitude, voyageant à travers des collines avec des pentes parfois très raides. Partout on cultive. Trois récoltes sont possibles par an. Les arbres le long de la route ne sont pas vieux, la plupart ont seulement l'épaisseur d'un bras. Mais au moins, il y a des arbres. Ce qui peut atténuer le problème de l'érosion.

Le but du voyage, à 1500 mètres d'altitude, est atteint tard dans l'après-midi. « Bienvenue en RDC » dit la dame à la douane avec une sorte de fierté dans sa voix. Patriotisme ? Du poste frontalier près de la rivière Rusizi, une route asphaltée mène vers le centre, formant un grand demi-cercle le long de la baie, duquel des presqu'îles plongent dans le lac Kivu comme les doigts d'une main.

Le trafic en ville a sensiblement augmenté depuis dix ans. Toute la largeur de la route est utilisée pour éviter les trous et trouver un chemin à travers les innombrables motos et piétons. Avec créativité on fait du klaxon une sorte de langage, qui est utilisé en abondance. Au niveau du Collège Alfajiri, tout d'un coup, la route est impeccable et a même une jolie bande de fleurs et autres plantes au milieu. C'est le kilomètre témoin m'explique un passager, ou autrement dit un crédit de développement détourné d'un projet routier à l'intérieur du pays, parce que ici l'effet de publicité est plus évident.

De nombreuses parcelles sont clôturées par des murs qui sont quant à eux couronnés par-ci par-là de fils barbelés. Un coup de klaxon fait ouvrir le portail. Enfin arrivés ! Mais ce Monsieur-là, pourquoi porte-t-il un casque de protection avec visière ? A oui, je me rappelle qu'Albert avait dit que ses compagnons sont aussi actifs dans le commerce des minerais et exploitent une petite compagnie aérienne. Les passagers, comme pendant tout le voyage, ont l'air distrait, presque absent. Si c'est une démonstration de distance, elle contraste fort avec les brouhahas que l'arrivée d'un visiteur venant de loin causait avant les guerres qui ont commencé dans les années 90 et conduit à une énorme augmentation d'expatriés engagés dans différents organisations d'aide humanitaire, de développement et pareil.

### Les archives de la radio en flammes



L'apparence d'Agnes est élégante et professionnelle. Elle travaille à Bukavu pour la Radio et Télévision Nationale Congolaise, RTNC. La bouche du peuple ne mâche pas des mots et appelle ce média un arrosoir d'information du pouvoir central. Nous nous octroyons une délicieuse Tilapia grillée au restaurant Delicia, accompagnée de frites et – enfin, après toutes ces années – du sombe, des feuilles de manioc. Agnes a une présence authentique, une jeune femme sûre d'elle-même, et pour cause : Originnaire de Shabunda, un centre minier où l'on ne mène aucune route depuis 30 ans, elle a réussi à trouver un chemin et a vécu en Colombie pendant un certain temps. C'est là où elle a attrapée le virus du travail journalistique.

*Agnes, dans le bureau de rédaction de la RTNC à Bukavu*

Mais parlons de l'incendie à la RTNC : Que se passe-t-il exactement ? « Ah, oui, c'est la catastrophe ! ». Un bref instant sa sérénité vacille. C'était la nuit du 2 au 3 septembre 2011 dans l'ancien bâtiment de la poste, une remarquable bâtisse à deux étages, complètement rénové il y a peu de temps. A part de la RTNC, elle arbitrait aussi sept ministères provinciaux, la commission électorale, l'office de passeports et autres locataires. Nous payons notre repas et y allons en voiture. Nous n'aurions pas perdu beaucoup de temps en faisant le petit trajet à pied, parce que même ici au centre les routes sont souvent mauvaises.

Devant la porte d'entrée, trois policiers veillent. Tout est très tranquille, étrangement tranquille même, étant donné qu'on compile ici les résultats de l'élection législative de toute la province. Rien n'est publié officiellement, mais il y a des informations qui filtrent. Et cela avec une telle envergure que le Gouvernement vient de bloquer les services sms. Il est peu probable que cette mesure suffira à étouffer les innombrables rumeurs qui circulent constamment en ville. Et étonnamment ces rumeurs ultra-rapides sont très souvent confirmées par après comme étant correctes. Les Bukaviens sont bien conscients des risques de ce système d'information : c'est une sorte d'amour-haine qu'ils entretiennent avec leur *Radio Trottoir*, comme ils ont l'habitude de surnommer les rumeurs.

A l'étage supérieur, tout est calciné. Dans un coin, on peut deviner que des douzaines d'ordinateurs y ont été stockés. « Un projet de la banque mondiale » explique Agnes. Il était prévu d'informatiser des districts et autres centres pour leur faciliter à la gestion de leurs entités.

Quatre mois après cet incendie, un seul bureau de rédaction marginalement équipé est à la disposition de l'équipe de la RTNC. Une table, quelques vieux lecteurs de cassette, quelques tas de papiers. Un soulèvement des épaules est à peu près le seul commentaire que les deux autres journalistes présents sont prêts à donner. Mais – quand c'est la radio de l'état, on devrait supposer que le Président Kabila a un intérêt à lui permettre de bien fonctionner? C'est bien ça qu'on attendait et qu'on espérait. Entretemps, la voix d'Agnes a pris un ton plutôt désespéré.

Bien sûr, il y a beaucoup de rumeurs qui circulent sur l'origine de cet incendie. La thèse principale de ces spéculations est liée aux archives complètement détruites de la RTNC. Dans ces archives, toute personne ayant jadis commandité une quelconque rébellion a laissé des traces, y compris ceux qui occupent aujourd'hui des postes avec d'importantes responsabilités. L'électricité est vite désignée comme coupable. Mais personne ne sait si une enquête sérieuse et approfondie fut menée pour connaître la véritable cause. Au moins, quelques personnes de bonne volonté ont légué un émetteur de 100W. Peut-être c'est ça qu'on entend par le terme public-private-partnership.

Les hauts parleurs installés dans le taxi sont déjà abimés. Pour la musique, ça peut encore aller, mais les informations de la RTNC qui suivent sont totalement incompréhensibles, tellement le son est mauvais. Agnes s'énerve. Apparemment, aucune des femmes candidates du Sud-Kivu n'a réussi à obtenir un des 500 sièges au parlement national. Combien des femmes pouvaient y arriver finalement ? « Peut-être 15 » essaie-t-elle de pronostiquer. Elles étaient moins durant la dernière période. Il n'est pas difficile de deviner les pensées d'Agnes: Elle en a assez. Pourtant il y a tellement de choses à faire ici pour des journalistes déterminés.

Elle parle de Shabunda, où la guerre a fait de terribles ravages et où l'isolement s'ajoute encore aux problèmes. Malgré tout, une association locale a réussi il y a cinq ans à y installer une radio communautaire, dénommée Radio Mutanga. Equipement et moyens y sont très limités mais c'est certainement mieux que la cabine chaude où Agnes doit lire les nouvelles d'aujourd'hui.

Est-ce que la fuite dans le patriotisme local est une conséquence logique de la perte de confiance dans l'état ?

## L'impression de tranquillité paisible à Bukavu



Muhumba a la réputation d'être le quartier le plus sûr de Bukavu. On y trouve les casques bleus de la MONUSCO, des bureaux et résidences de nombreuses organisations internationales d'aide humanitaire et de développement ainsi que des villas et autres immeubles privés. Ce quartier est un immense jardin : des fleurs partout, chants d'oiseaux dans l'air et une agréable brise du lac qui caresse. Quel privilège de contempler le crépuscule ici, d'observer comment les chaînes de collines se dévoilent comme si elles émergeaient de la brume matinale ! C'est comme si ce tableau voulait dire voilà, c'est ça la paix.

Un regard de plus près fait comprendre que cette jolie ville de 800'000 habitants regorge beaucoup d'argent. Partout on construit, souvent anarchiquement, un bâtiment sur l'autre, deux, trois, quatre voire cinq étages. Une sommation estimative relève des montants globaux dans les millions. Parce que la vie n'est pas du tout bon marché ici. Les meilleures villas se louent facilement à 4.000\$ par mois. L'industrie est marginale, comprenant dans l'essentiel une brasserie et une production de quinine, établis ici depuis longtemps. Le tourisme a repris timidement mais vu le potentiel touristique de la région, c'est plutôt dérisoire. Pour expliquer la richesse apparente, il reste donc deux sources possibles de revenus : les ressources naturelles – exploitées légalement ou non – et l'« industrie d'entraide », c'est-à-dire la multitude de coopérations et ONG de différents pays ou multilatéraux .

Ce sont essentiellement ces deux segments qui composent la clientèle des quelques hôtels de Bukavu susceptibles d'offrir un standard international. Par exemple le Lodge Coco, géré par un Suisse, ou l'Orchid avec son jardin splendide. Là, un homme prend place sur la terrasse pendant qu'à l'extérieur un orage fait rage. Appelons-le Tony et supposons qu'il travaille pour une ambitieuse société minière internationale. Sa mission est délicate : Le minier a une réputation douteuse et

personne ne conteste que le contrôle de sites miniers était le motif principal de la guerre qui a surtout fait des ravages ici à l'est du pays et a été d'une violence extrême de 1996 à 2004. Traditionnellement, dans les deux Kivus, on exploite la cassitérite (étain) et l'or. A cela se sont dernièrement ajoutés d'autres minerais, importants par exemple pour l'industrie électronique.

Tony connaît l'arrière-pays, l'hinterland. Il a vu les conditions de travail misérables des mineurs artisanaux qui creusent dans leurs trous de boue, raison pour laquelle on les appelle simplement creuseurs. Il pense savoir qu'ils reçoivent environ 30\$ pour une once d'or brut alors que le prix du marché pour le métal raffiné avoisine 1700\$ l'once. Il voit du progrès dans la décision récente du Président Kabila interdisant l'exploitation artisanale pour un temps. Cependant, ce dernier ne se souciait probablement pas de conditions de travail des creuseurs mais voulait plutôt donner un signal au parlement des Etats Unies, lequel débattait à ce moment-là d'une loi exigeant des certificats d'origine pour les minerais provenant de zones de conflit. La compagnie où travaille Tony projette un programme social dans ses concessions, surtout pour les familles qui doivent être déplacées. Des voix critiques craignent des répercussions négatives sur le tissu social là où l'exploitation artisanale est repoussée par une exploitation industrielle.

À la table avec Tony, deux routiniers d'œuvres d'entraide ont pris place : l'un engagé dans une ONG d'orientation religieuse, l'autre travaillant dans le système des Nations Unies. Ils blaguent sur les esprits simples qui ne comprennent pas qu'ils gagnent leur salaire grâce à la gestion de la misère. Au signal du maître d'hôtel, l'éclairage s'éteint, puis une flamme bleue jaillit dans la quasi pénombre : à la table voisine quelqu'un avait commandé une crêpe flambée. La discussion a entretemps dévié vers le marché immobilier : « 1'200\$ par mois pour un appartement trois pièces sur la bruyante route principale, c'est quand même trop » s'exclame l'un. Finalement, un accord a été trouvé à 900\$. Tony lance une pique : ce sont vos budgets surdimensionnés d'aide et de coopération qui font grimper les prix à des niveaux irraisonnables. Aucun des trois ne peut dire exactement combien au total est dépensé pour l'aide dans la région. Probablement entre un et deux millions de dollars par jour.

Pour les industriels miniers, les années de guerre étaient des années mortes. Mais les choses ne se sont pas améliorées depuis : l'insécurité règne, particulièrement là où il y a des gisements miniers. De plus, il y a des imbroglios : pour divers gisements des certificats d'exploitation ont été établis pour plusieurs titulaires. Les certificats les plus anciens datent de l'époque Mobutu, puis les différents mouvements armés et le gouvernement Kabila ont établi les leurs. Souvent, dans les processus de validation ou de renégociation, les investisseurs ont été joués l'un contre l'autre. Et la demande croissante de la Chine pour des ressources africaines n'a pas calmé ce tourbillon.

Tout Bukavu a compris qu'un nouveau chapitre s'est ouvert il y a peu dans le secteur minier : ponctuel comme une montre suisse on entend tous les matins le bruit d'un hélicoptère qui dépose, après avoir survolé la ville en courbe élégante, quelques personnes avec quelques pièces de bagages sur une petite pelouse au bord du lac, au-dessous de l'Orchid. Après environ le temps d'une tasse de café, l'appareil s'envole de nouveau. « Ce sont des ouvriers qui ont terminé leur rotation à Twangiza et qui sont remplacés » m'informe un gardien du quartier. Twangiza est une mine industrielle d'or, à environ 90km de Bukavu, haut dans les montagnes. Elle est opérationnelle depuis quelques mois. Dans l'avant-chambre du Gouverneur de la Province, un calendrier montre une vue aérienne de ces installations.

Dans la rue, aucune réaction n'est visible par rapport à ce changement. Au contraire, c'est souvent l'indifférence qui prédomine, un peu comme dans le cas des élections. On attend et on observe pendant que l'attention demeure sur les défis du quotidien. En fait, une grande partie des gens est

contrainte de vivre avec des souvenirs traumatisants. C'est pour cela qu'on évite les provocateurs, qui cherchent des prétextes pour faire éclater des violences, les agitateurs qui cherchent à semer des mésententes entre différents groupes ethniques ou les simples opportunistes, qui changent leurs programmes comme de chemises. Il semble exister à Bukavu une entente informelle de protéger comme un trésor le peu de paix qui s'est établi.

### **Un atterrissage difficile**

Difficilement, Didace se lève du sofa. Il a une béquille à portée de main, autour de sa cheville, il porte un gros pansement blanc. Le salon est étroit et un peu sombre. Dans la cour quelques femmes font des travaux ménagers. Les enfants sont en vacances et répondent par un ricanement espiègle à la question de savoir si ça ne leur manquait pas d'aller en classe. Nous sommes à côté de l'ISP, l'institut supérieur pédagogique, dans le quartier réservé aux enseignants. L'espace qu'on a laissé entre les modestes maisonnettes est signe du standard un peu plus élevé de ce quartier. La famille en profite pour cultiver un petit jardin contenant principalement du maïs et du manioc.



*Didace et sa femme, chez eux à la maison*

La radiographie montre que la jambe cassée ne guérit pas bien. Prochainement la stabilisation devrait être améliorée. L'accident a eu lieu pendant un voyage à l'intérieur du pays, aux alentours de Kamituga, où Didace est tombé avec un taxi-moto. Il y a un peu plus de six ans, Didace était encore Vice-Gouverneur de la Province du Sud-Kivu. La photo au-dessus du sofa, qui le montre en train de signer un document en tenu élégant, a probablement été prise à cette époque.

Encore plus loin dans le passé, Didace était un activiste de la Société civile. Cette structure regroupe dans toute la RDC des associations, ligues, églises, syndicats et autres – bref, tout ce qui n'est pas organisé à travers l'administration publique. Avec son bureau de coordination en plein centre de Bukavu, la section Sud-Kivu de cette Société civile a fait parler d'elle déjà depuis les années 90. Cela parce que d'un côté elle a déjà présenté des propositions d'accords de paix tôt au début de la guerre, mais aussi en raison de fortes protestations contre l'appui des rebellions congolaises par les troupes officielles de pays voisins, principalement le Rwanda et l'Ouganda, qui reçoivent quant à eux un support considérable des Etats Unis et de la Grande Bretagne, y compris dans le secteur militaire. Quand la deuxième de ces avancées militaires piétinait en 1998, les parties en conflit ont commencé des négociations et ont signé un accord en 1999 à Lusaka (Zambie). On y retrouve encore quelques idées de la société civile mais en substance le document donne une légitimité à ce que beaucoup des personnes concernées perçoivent comme étant une occupation étrangère.

La pression sur la Société civile était énorme à cette époque, pas seulement à Bukavu. Ceci particulièrement avant et pendant les pourparlers de paix dénommés « Dialogue inter-congolais », commencés en 2001 à Sun City (Afrique du Sud). C'était un marathon de négociations dont le sujet n'était autre que l'organisation de la transition et de la période post-conflit. On y avait invité des délégations – choisies d'une manière ad hoc – de toutes les parties et provinces du pays, entre autres aussi de la Société civile. Les sponsors internationaux avaient pensé à presque tout – transport, logement nourriture en première classe – mais ils avaient oublié les frais de communication entre la base, par exemple à Bukavu, et les délégués au lieu des négociations. Pour compenser cette lacune, un appel spontané aux dons lancé en Suisse avait rapporté environ 4.000 Francs suisses, dont la moitié fut envoyée à Sun City aux cinq délégués de la Société civile du Sud-Kivu. En décembre 2001, je remis l'autre moitié à Didace, qui était, à l'époque, leur président provincial : Inoubliable expression aux yeux de ces activistes se considérant des morts vivants. Il faudra encore deux ans avant l'installation d'un gouvernement et une administration de transition en 2003, dans lequel la Société civile recevait un quart des postes.

L'activiste Didace est alors devenu Vice-Gouverneur et a goûté au pouvoir. Il raconte ses expériences lors des préparatifs des premières élections après l'ère Mobutu. Et ses essais de faire la médiation dans le conflit de la région de Minembwe où les paysans agriculteurs et les peuples pasteurs arrivés plus tard n'arrivent pas à y cohabiter en paix. « La nature a séparé ces gens » analyse Didace avec un regard un peu perdu. Les agriculteurs se sont installés dans les vallées, les pasteurs sur les collines. Régulièrement, on rapporte des accrochages dans ce paysage d'une beauté saisissante. Dans les agendas de deux camps, le patriotisme est probablement un élément crucial. Il reste à savoir, quoi ou qui exactement incite ces gens à se battre ? Et quel est le rôle des médias dans ce conflit, particulièrement les nombreuses radios communautaires ?

Le meurtre en 2005 de l'activiste populaire Kabungulu, qui travaillait pour l'association des droits de l'homme *Héritiers de la justice*, marque une rupture dans la vie de Didace. Il raconte que peu après les faits, trois militaires suspects furent arrêtés. Pendant la guerre, ils appartenaient au RCD, un groupe armé qui, grâce au soutien de pays voisins, avait beaucoup d'influence dans le Sud-Kivu. Didace souligne que Kabungulu était un ami et qu'il investiguait dans des affaires louches dans lesquelles auraient été impliqués ses présumés assassins. Malgré cela, Didace fut aussi accusé d'être impliqué dans le complot et il dut quitter ses fonctions. Il dit qu'une enquête juridique aurait été ouverte mais jamais terminée. « J'ai la conscience tranquille » répète-t-il plusieurs fois. Toute l'affaire serait un complot de ses adversaires politiques, avec en plus une coloration tribaliste. Ce qu'il souhaiterait, ce serait une procédure judiciaire en bonne et due forme : son dossier – selon ses déclarations – ne contenait pas de preuves accablantes, seulement les accusations de la famille de la victime à l'adresse de trois militaires arrêtés.

Le système judiciaire de la RDC est critiqué depuis des années à cause de la lenteur de ses procès, surtout lors d'assassinats d'opposants. Les cas des journalistes Namujimbo et Maheshe sont

tristement célèbres, mais la liste est beaucoup plus longue. Pour Didace, le fait que son dossier n'avance pas pèse comme un verdict : selon la Radio Trottoir il a perdu toute crédibilité.

Les festivités de bonne année 2011-12 sont assombries par des rumeurs d'une mutinerie et des évasions à la prison centrale. Il y aurait eu 12 morts et 40 blessés. La prison a une contenance de 300 prisonniers mais en hébergeait 1300. Plus tard arrivent des précisions : quelques prisonniers, parmi lesquels se trouvaient les trois présumés assassins de Kabungulu, s'étaient déjà évadés dans la journée du 31 décembre en se déguisant et dissimulant dans la foule des visiteurs. Apparemment, ces évasions étaient indépendantes des émeutes meurtrières du lendemain. Il n'est pas confirmé que des agents civils de la troupe des casques bleus MONUSCO auraient visité les évadés peu avant leur fuite. Pourtant c'est une rumeur tenace qui est relatée entre autres par le site d'Héritiers de la justice ([http://www.heritiersdelajustice.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=202%3Aappel-urgent-les-presumes-assassins-de-kabungulu-ont-evades-la-prison-ce-samedi-31-decembre-2011&catid=39%3Acampagne-et-advocacy&lang=en](http://www.heritiersdelajustice.org/index.php?option=com_content&view=article&id=202%3Aappel-urgent-les-presumes-assassins-de-kabungulu-ont-evades-la-prison-ce-samedi-31-decembre-2011&catid=39%3Acampagne-et-advocacy&lang=en)). 8.2.2012

Un bon nombre d'interlocuteurs regrettent que la Société civile du sud Kivu ait sensiblement perdu en emprise et pouvoir de mobilisation depuis 2003. Didace n'est pas le seul activiste ayant viré vers le camp du pouvoir. Radio Trottoir suppose que cette perte d'effectifs fut encouragée par des sponsors internationaux via l'argent et autres avantages. Descartes, l'actuel vice-président, est jeune et très dynamique. Il est conscient de cette perte de crédibilité mais est surtout convaincu d'être restauré dans l'ancienne forme d'ici peu.

La femme de Didace amène deux épis de maïs. Nous nous taisons et savourons. Est-ce que le problème est lorsque le pouvoir transforme les patriotes en opportunistes ? Ou bien seulement quand les patriotes oublient de se considérer comme faisant partie d'un ensemble plus universel ?

### **Alarme sous la paillette**

D'abord, ils observent seulement : Béatrice, Thaddé, Olivier et Yves du groupe de journalistes sensibles aux conflits. Peut-être qu'il y a quelque chose de méfiant dans leurs regards – ou est-ce juste de la concentration ? : « Comment les médias sont-ils perçus dans les zones de conflits et quels sont les attentes à leur égard ? ». L'intérêt de ces journalistes est bien sûr éveillé avec ces deux questions de recherche que j'ai approfondies à travers divers longues interviews, durant mes trois semaines à Bukavu.

Le paysage médiatique de Bukavu est probablement assez typique d'une contrée qui essaie de se débarrasser des horreurs de la guerre : la TV est chère, les journaux trop lents et difficiles à distribuer, alors il reste la radio comme média principal. Sur la bande FM, environ 20 canaux peuvent être captés. Des médias imprimés j'en ai trouvé quatre. Quant aux canaux de TV, il n'y en a probablement pas plus que cinq à dix.

L'importance des rumeurs à Bukavu permet une estimation réaliste du niveau de crédibilité de l'offre actuelle des médias. Plusieurs sources indiquent qu'à côté des médias étatiques et quelques canaux sponsorisés par des donateurs internationaux, plusieurs médias locaux sont sous l'influence des politiciens et hommes d'affaires de la région. Il est très difficile de savoir comment et d'où exactement leur financement provient. La question elle-même semble irriter. Plusieurs sources concordantes indiquent que durant la guerre, presque aucun média n'était complètement neutre. Cependant, un tableau global de la situation est difficile à établir, particulièrement en ce qui concerne les radios communautaires en nombre important qui émettent à l'intérieur du pays, souvent en langues locales.

La Radio Okapi occupe un statut particulier: financée par la communauté internationale et gérée par les NU, elle est, avec la RTNC publique, le seul média capable de couvrir toute l'étendue de la RDC. Mais malgré sa bonne réputation, il y a également des voix qui dénoncent son manque d'esprit critique par rapport au rôle que jouent ses propres sponsors dans la région.

Un portable sonne : « Restez là où vous êtes ! ». L'opposition avait annoncé une manifestation pour dénoncer des abus dans le processus des élections présidentielles. Déjà en venant ici, la présence massive de policiers était notable. Nous sommes assis dans le jardin de la maison de la presse sous des paillottes, traditionnellement destinées aux palabres. La maison de la presse est mise à disposition par des bailleurs internationaux. Le but est d'améliorer les conditions de travail des professionnels des médias mais aussi de faciliter et appuyer les rencontres et la circulation d'informations.

Nous restons alors où nous sommes. Thaddé décrit une situation où beaucoup de jeunes s'intéressent au journalisme et particulièrement aux nouveaux médias. C'était surtout pendant les deux campagnes électorales, lorsqu'une certaine diversité médiatique a pu se développer. Des voix critiques déplorent cependant trop d'amateurisme et surtout le fait que des informations peuvent maintenant être canalisées sélectivement par des médias peu critiques. Un obstacle majeur déploré par les professionnels des médias au Sud Kivu est la difficulté d'accéder à des informations, parce que c'est souvent payant même s'il s'agit de données d'intérêt public. Mais il existe aussi un phénomène à sens inverse, c'est-à-dire des journalistes qui se laissent payer pour relayer certaines informations. Le mot-clé pour ceci est « coupage » et on l'explique par le fait que souvent les gens des médias travaillent sans contrat, ne sont pas payés régulièrement et vivent ainsi dans des conditions précaires.

Les journalistes à Bukavu n'en parlent pas sans qu'on leur pose la question mais ce sont les appels, sms avec contenu insultant ou voire des menaces directes qui sont leur plus grand facteur de stress. Yves a un regard perdu, distrait, quand il parle du froid au cœur qu'il ressent parfois lorsqu'il diffuse un texte et s'imagine les conséquences éventuelles.

Quel est leur sentiment face à l'image négative souvent donnée du Congo ? C'est douloureux, bien sûr. Malgré les risques que prennent les journalistes sensibles aux conflits, on ne les prend que très rarement comme sources dans les médias internationaux. Plus tard, le directeur d'une station de radio et TV me parlera de ses idées de monter une agence afin de permettre la réalisation de recherches et reportages plus approfondis. Il vient d'avoir le commandant de l'unité militaire Amani Leo devant la caméra et lui a arraché une interview intéressante. Avec la détermination qui lui est propre, il pourra réussir à créer un élément très important de stabilisation et surtout de meilleurs liens entre la région et le paysage médiatique international. Mais il doit aussi être mentionné que la concurrence parmi les professionnels de médias sur place devienne un casse-tête : dans les circonstances actuelles, il ne sera pas facile de convaincre ces derniers que la coopération leur apportera des avantages. Cela souligne l'importance que quelqu'un au moins essaye.

La manifestation de l'opposition est finalement réprimée. Le lendemain, on apprend que onze opposants furent arrêtés, parmi lesquels des présidents provinciaux de partis politiques. Le même jour, trois opposants arrêtés antérieurement dans des conditions similaires à Goma, au Nord du lac Kivu, sont relâchés. Leur séjour en prison a été court, alors que le procureur demandait une peine de cinq ans pour eux. Radio Trottoir indique que même au niveau du Gouvernorat provincial on était d'avis que la police avait appliqué ses ordres un peu trop à la lettre.

## La question foncière

C'était une parcelle de rêve où vivaient les Shabani dans les années 90 : vue sur le lac, splendide terrain, pas loin du centre. Ils ne possédaient pas de voiture, même si Ladislas, le père de famille était le vice maire de la ville de Bukavu. Il aimait marcher le petit quart d'heure jusqu'à son bureau pour capter les nouvelles et l'ambiance de la rue. Quand la guerre a éclaté en 1996, il fut parmi les premières victimes. Les enfants sont devenus orphelins puisque peu avant leur mère était décédée de malaria. En alliance avec des troupes étrangères, le mouvement de l'AFDL a pris le contrôle du Kivu et a renversé Mobutu quelques mois plus tard.



*Grâce, dans les bras de son papa, à côté d'oncle Paul*

Deux années auparavant, deux millions de personnes fuyant le génocide du Rwanda étaient venues s'installer aux alentours de Bukavu et Goma. Parmi eux de nombreux responsables d'atrocités avec tout un arsenal d'armes qui sont jusqu'à aujourd'hui un des problèmes clés de la région. Ils opèrent sous divers noms, comme par exemple Interahamwe, FDLR, ALiR, etc. Mais au moins depuis le déclenchement du mouvement AFDL, c'est aussi l'autre camp du conflit rwandais, qui a acquis le pouvoir après le génocide qui est présent en RDC avec des combattants. La plupart de tous ces groupes assurent leur survie en pillant la population rurale, par des alliances changeantes, et en essayant de contrôler des sites miniers.

Sous son nouvel homme fort, Mzee Kabila – Mzee signifie le vieux – le Congo a eu un bol d'air pendant un peu plus d'une année, après la chute de Mobutu. Mais bientôt, des querelles ont éclaté entre le Mzee et ses alliés étrangers. Bien évidemment, le partage du butin de guerre en était la cause. Ainsi, en août 1998, éclatait une deuxième guerre à Bukavu exactement selon le même schéma qu'en 1996. Seulement le nom du mouvement a changé d'AFDL à RCD et MLC qui vont eux-aussi donner naissance à diverses sous-factions ultérieurement.

S'il avait vécu, Ladislav serait aujourd'hui grand-père : la petite Grâce se cache derrière sa maman et m'observe. C'est la famille de l'ainée qui vit ici. Non plus dans la maison ensoleillée au bord du lac mais sur l'autre côté de la colline, où il faut descendre un escalier glissant pour arriver à la maison modeste avec sa petite cour, sans vue particulière. Dans la pièce principale il y a une petite table avec quatre chaises et un coin salon. Des deux portes, une donne sur une chambre à coucher, l'autre sur ce qui sert de Cuisine et passage dans la cour. Une antenne satellitaire donne accès à la télévision internationale. On passe un dessin animé français qui instruit un peu maladroitement qu'il ne faut pas se laisser tyranniser à l'école et qui déconseille de chercher aveuglement à s'habiller selon le dictat de l'industrie de la mode.

Souvent Grace, sa mère et quelques jeunes qu'on lui a confiés sont seuls à Bukavu. Le papa travaille comme médecin de district dans un hôpital à 250km à l'intérieur du pays. Avec une froideur professionnelle, il explique le business des femmes violées : on achète les cas, c'est tout. Pour une femme violée, une somme de 50\$ ou même plus serait déboursée sans explications par des organisations humanitaires. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les statistiques donnent l'impression que le Congo est l'eldorado des violences sexuelles. Il se révolte parce que ça lui arrive de ne pas pouvoir effectuer des opérations compliquées dans son hôpital simple, par exemple des fistules chez des femmes après un accouchement. Ces femmes éprouvent des difficultés à trouver une place dans des cliniques spécialisées – sauf si elles acceptent de se faire enregistrer comme femmes violées.

Son frère John lui coupe la parole pendant qu'on sert des patates frites, poissons et une salade de choux et oignons. Il considère comme une catastrophe le fait que les médias relayent constamment des informations négatives sur le Congo. Quand la guerre a commencé, il était encore jeune et avait un statut de réfugié. Ainsi a-t-il pu suivre des formations au Burundi et en Tanzanie grâce aux soutiens internationaux aux réfugiés. Sensibilisé à des thèmes comme la protection de l'environnement et les droits de l'homme, il a pu mettre en œuvre dans des milieux ruraux du Burundi et Sud Kivu des projets de développement financés par des bailleurs espagnols. Pendant les dernières élections, il était observateur dans un bureau de vote à Goma. Là il a pu observer une journaliste britannique au téléphone toute la journée à la recherche d'informations sur d'éventuels troubles ou violences. Le fait qu'elle s'intéressait à peine aux élections qui se déroulaient devant ses yeux dans le calme, avec des vieillards et des handicapés amenés aux urnes par leurs proches, l'a visiblement perturbé.

A une autre occasion, John raconte que sur le terrain au bord du lac, où il a passé sa jeunesse, on trouve maintenant environ 20 maisons. La parcelle aurait été morcelée sous l'administration du RCD après 1998 et on aurait vendu les lots aux enchères – ou donné à des sympathisants dans un effort de corriger la mauvaise réputation des occupants. Certes, c'est un business très lucratif étant donnée la surchauffe des prix sur le marché immobilier local. Parmi les grands frères de John, il y avait un avocat qui a tenté de défendre la propriété de la famille avant son décès à Kinshasa. En 2003, enfin, les pourparlers de Sun City furent terminés avec la mise en place d'un gouvernement de transition, ce qui au moins a mis fin aux pires atrocités. Mais avec cet accord, toutes les procédures

administratives de la période de guerre furent validées. Pour les héritiers de Ladislas cela signifia l'expropriation.

Dans les projets de développement internationaux les plus modernes, on trouve souvent un volet foncier parce qu'on a constaté qu'un bon nombre des conflits actuels trouvent leurs racines dans ce domaine. Ceux qui ont pu s'accaparer des terrains et concessions pendant la guerre seront probablement en mesure de se munir de bons avocats pour défendre leur butin.

John n'est pas avocat comme son frère décédé, mais il a quand même reçu des formations dans ce domaine. D'abord, il hésite mais il finit par révéler qu'il a été contacté par des gens détenant des titres d'exploitation minière datant de l'époque Mobutu. Basé sur ses expériences, l'idée lui est venue de financer des projets de développement à travers l'exploitation minière au lieu de demander des subsides à des bailleurs internationaux. Mais deux questions bloquent la démarche : Est-ce que, comme pour la maison à Bukavu, quelqu'un d'autre détiendrait également un permis d'exploitation pour la même concession ? Et qui paierait un prix juste pour le produit d'une telle exploitation minière dans une situation où tous les comptoirs d'achat et les prix sont contrôlés par une même caste de négociants ?

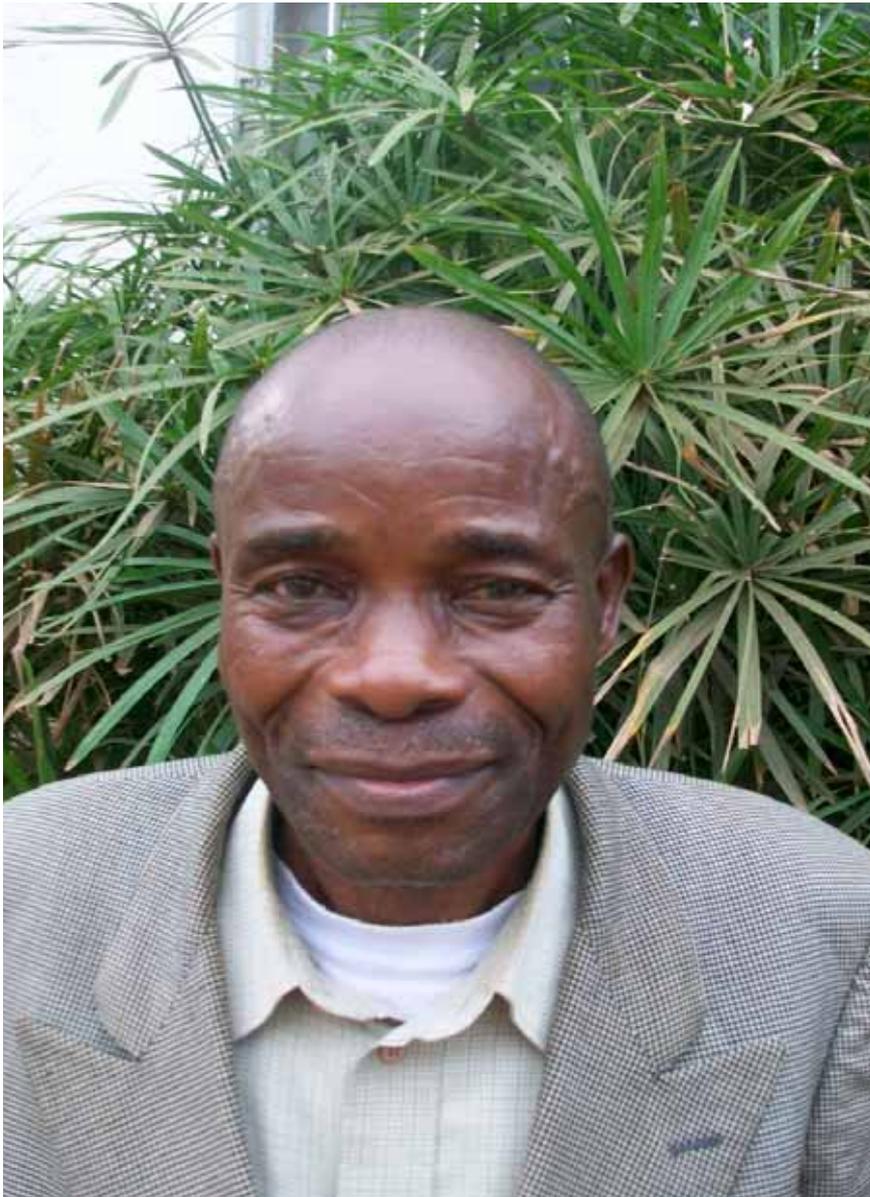
Cela me rappelle Tony. Serait-il possible de créer une situation gagnant-gagnant, une situation où toutes les parties profitent, en convaincant les entreprises industrielles minières d'acheter leur production aux petits producteurs locaux avec l'idée d'établir une sorte de commerce équitable dans ce secteur ?

### **Négatif par rapport à quel positif ?**

Guillaume a l'habitude de choisir ses arguments de manière distincte et bien réfléchie. Mais parfois, ça lui arrive d'être tellement blagueur rusé qu'il passerait pour un bon clown dans un cirque. Instituteur de formation, comme Didace, il fut pendant un temps maire de Bukavu. Étant aujourd'hui président provincial d'un parti politique, il aurait pu se retrouver parmi les onze opposants arrêtés dernièrement. Mais il est arrivé en retard au rendez-vous où les autres ont été capturés. Il a ensuite pu engager un avocat pour les défendre et confirme que tous ont été relâchés entretemps.

Lors d'une autre rencontre, tout est différent. Guillaume est en deuil. Dans son village natal, environ 300km à l'ouest, un massacre terrible a eu lieu le 3 janvier. J'offre mes condoléances. On va organiser des veillées, habituellement pendant trois jours. Ceux qui ont perdu des membres de leur famille, des amis ou proches vont se réunir, même loin des morts. Ils vont être ensemble, faire la cuisine, manger, palabrer, régler des conflits et, pourquoi pas, tomber amoureux. Certains vont venir et repartir après un moment, d'autres vont rester tout le temps jusqu'à la levée du deuil. Ils vont rester, dormir par terre, à ciel ouvert, à l'improviste, juste pour pouvoir s'entraider dans la douleur.

Il fait déjà presque nuit quand nous arrivons chez Ignace. Il était, avec Didace, un leader de la Société civile et je m'apprête à une autre rencontre après dix ans. Nous entrons dans une grande pièce illuminée seulement par quelques lampes à pétrole. J'aperçois environ une douzaine de mamans assises par terre près de la porte. Au fond, ce sont plutôt les hommes. Les gens dialoguent mais à voix basse. Ah, voilà Guillaume. Et là, c'est John, avec son petit frère Paul, duquel j'ai une photo de quand il était encore tout petit. L'ensemble est assez formel et ritualisé mais en même temps aussi très distrait, peut être hasardeux, voire anarchique. Enfin, mes interlocuteurs m'éclairent : c'est un deuil ici. On a perdu Manga, qui était instituteur et journaliste à la Radio Mutanga. Un notable, une référence. Il est décédé d'une crise cardiaque. Quelqu'un commence, plus fort, à louer ses vertus, à passer en revue sa vie remplie. Tout le temps il y a d'autres gens qui entrent. D'un coup je suis face à Willy. Je l'ai perdu de vue depuis de très longues années.



Willy, devant le Restaurant Bourgeois au centre de Bukavu

Quelques jours plus tard, nous nous asseyons à une table du restaurant Bourgeois, en face de l'incontournable Hôtel Résidence. Les années ont marqué son visage. Lui aussi a repris aujourd'hui un travail d'instituteur. Dans les années 90, il a commencé une carrière de fonctionnaire à l'intérieur du pays. Quand la guerre a éclaté en 1998, il était Chef de poste à Lulingu. C'était la période où la résistance contre la présence de troupes régulières en provenance de pays voisins a commencé à se former. Ces groupes de résistance sont souvent mis ensemble sous le titre Maï-Maï, même s'ils ont toujours été organisés d'une manière décentralisée avec un enracinement dans leurs fiefs locaux respectifs. Eux même se définiraient

patriotes.

Willy raconte, qu'en 1998 il fut – en tant que représentant de l'état – parmi les premiers à être enlevés par la milice locale Maï-Maï. Et comme il a survécu. Et comme des groupes congolais de résistance furent entraînés par des miliciens rwandais Interahamwe : l'armée rwandaise comme ennemi commun a rapproché les Maï-Maï et les Interahamwe. Au niveau international, cette alliance fut vite dénommée « forces négatives ». Un coup de propagande qui fait éclater Willy : « Négatif par rapport à quel positif ? Est-ce que cela veut dire que l'agression et l'occupation de notre pays sont positives ? ». En regardant en arrière il se rend compte que cette union était mal réfléchie.

Décontenancé, il parle de l'ingratitude de ces miliciens impliqués dans le génocide au Rwanda. Après leur fuite vers l'ex-Zaïre en 1994, ils furent couverts par la population locale de l'arrière-pays parce qu'ils combattaient les occupants. Mais par la suite, ils ont commencé à piller et massacrer là où on les a accueillis. La population locale se retrouvait entre le marteau et l'enclume.

Pour beaucoup d'interlocuteurs à Bukavu, l'arrivée des Rwandais symbolise le début de tous les problèmes. Mais on le dit plutôt en cercle restreint, pas en public. Le risque est trop grand de se voir

accusé et discrédité pour avoir relaté des propos xénophobes. On se tait volontairement pour éviter des troubles, comme pendant la guerre, où on a vu comment on faisait taire les gens en les accusant d'être proches des forces négatives.

L'homme transpirait, la tension était visible sur son visage. C'était début juillet 1998, à huis clos, quand on me posait la question de si je n'avais jamais entendu parler de plans pour découper le Congo, annexer la partie est à l'espace économique anglophone de l'Afrique de l'est, en sacrifiant quelques peuples autochtones pour faciliter l'accès aux richesses. Idées saugrenues pense-t-on spontanément. Début juillet 1998, c'était avant qu'on parle de trois, puis quatre, puis cinq millions de victimes de la guerre. C'était avant que les Etats-Unis commencent à élargir leur présence militaire à travers le continent africain. Et avant que des armées étrangères contrôlent l'est de la RDC pendant des années, avec l'appui de groupes armés autochtones. Entretemps, ces derniers ont été intégrés dans l'armée régulière de la RDC (FARDC), tiennent, avec le consentement du Président Kabila, toutes les positions clés dans l'est et s'opposent avec succès contre leur déploiement dans d'autres régions du pays. L'essentiel de l'approvisionnement de l'est de la RDC passe par les ports de l'Afrique de l'est, ce qui privilégie les commerçants en Ouganda, Rwanda, Burundi et les villes frontalières congolaises par rapport à ceux opérant dans l'arrière-pays. C'est presque naturel que cette situation crée des tensions et ouvre les portes à toutes sortes de rhétorique, propagande ou manipulation, avec colorations ethniques ou tribalistes.

Des expériences traumatisantes de la guerre ont jusqu'à présent des effets sur la pensée des personnes concernées. Ainsi, pour Willy il est clair : « Notre peuple est sacrifié ». Le tout dernier massacre devient une preuve de plus. Pour radio Trottoir, la répartition du Congo est à la une en permanence. Un rien suffit pour attiser les craintes : le remplacement du Français par l'Anglais comme langue officielle au Rwanda ; un magasin pour des produits made in USA ou des cours en american english à Bukavu ; le dollar américain comme monnaie parallèle au franc congolais ; l'observation que la jadis si dynamique Société civile est aujourd'hui principalement occupée par elle-même ; quelqu'un qui prétend savoir qu'une milice aux alentours de Walungu est en train de recruter des jeunes, que des livraisons d'armes auraient traversé la frontière ou bien que le redoutable Nkunda a été libéré de sa résidence surveillée au Rwanda; ou des rapports dans les médias, louant l'Ouganda et le Rwanda tandis que la RDC est réduite aux femmes violées et au chaos, souvent sans même que les reporters se donnent la peine d'aller investiguer sur place.

Déjà au début de la guerre, la Société civile a vulgarisé le slogan « Non à la balkanisation ». Cela renvoie à l'émergence du Kosovo et montre qu'à Bukavu les discussions autour de modifications de frontières internationales sont observées et analysées minutieusement. On y a ainsi très bien compris que le détachement du Soudan du sud ne représente pas moins qu'une première modification – et massive – des frontières en Afrique depuis l'époque coloniale. Et on est très bien conscient que dans de telles circonstances le moindre incident peut être fatal. C'est ainsi que la tranquillité presque surprenante lors de la publication des résultats des dernières élections commence à faire du sens. Les analystes et commentateurs internationaux, qui annonçaient la prochaine guerre déjà depuis plusieurs jours avant cette date, provoquent sur place des sentiments de consternation et de colère. Et de la méfiance : comme étranger venu de loin, j'étais dans le passé accueilli chaleureusement et comme un hôte privilégié partout en Afrique. Cette fois, j'ai l'impression que cela prend plus de temps avant que ce sentiment de convivialité commence à s'installer.

Les craintes et peurs sont parfois aussi à l'origine du fait surprenant que dans plusieurs entretiens on s'exprime presque avec nostalgie sur l'ère Mobutu, d'une période quand existait encore une sorte de fierté nationale et un sentiment de cohésion. Le système rotatif d'administration, dirigé par un pouvoir centralisé est considéré comme en étant l'origine. Par contre, aujourd'hui, on privilégie le

fédéralisme et la décentralisation, ce qui met automatiquement plus de poids sur l'identité régionale, locale et parfois ethnique. L'expérience dans d'autres pays démontre que cela ne doit pas être un désavantage. Mais pour assurer le succès de cette politique aussi au Congo, les gens ont besoin de perspectives : Jobs, ponts, un système de justice qui fonctionne, des liens forts avec des systèmes internationaux. Et pourquoi ne pas souligner encore une fois les médias ici, pour que des alliances maladroites, des cartels, la propagande et le patriotisme mal compris n'arrivent pas à détruire les espoirs qui sont en train de germer.

### La question des routes

Charles et Guillaume, c'est une alliance. Il faut connaître le passage entre les deux bâtiments vis-à-vis de l'Alliance française pour trouver leur bureau en bas d'un long escalier : sol en ciment, la dernière peinture date de plusieurs années, de petites fenêtres, trois tables, étagères remplies avec des classeurs, des documents et quelques appareillages. Les deux possèdent chacun un ordinateur portable. Sur l'une des tables, il y a un PC, au milieu une imprimante. Des gens viennent et s'en vont constamment. Ils prennent place pendant un moment sur les chaises en plastique, s'entretiennent sur l'un ou l'autre sujet ou amènent des rapports. Au mur, dans le corridor, des résultats provisoires des élections législatives sont accrochés.

Leur association reçoit des fonds de deux communes en Belgique. Avec ces fonds ils réalisent des projets aux alentours de Shabunda et Kalima. Vu de Bukavu, c'est derrière les montagnes, « là-bas » comme il se dit souvent, là-bas dans la grande forêt vers le bassin du Fleuve Congo. Là où depuis des décennies aucune route ne mène, où il y a l'insécurité, où les creuseurs creusent dans leurs trous de boue, où on lutte sans pitié pour le contrôle de mines et des minerais, où des miliciens et bandits se cachent dans la forêt, où des villageois s'arment pour freiner les pillages et se voient par la suite en confrontation avec l'armée nationale et les casques bleus. Bref : Charles et Guillaume s'engagent là où personne ne va. Ça aussi, bien sûr, c'est une forme de patriotisme parce que finalement c'est là leur patrie.



Charles a son disque-dur et plusieurs CD remplis de photos, la plupart de visites là-bas, chez les partenaires qui mettent les projets en œuvre sur place. Il montre la production de tuiles et carrelages, un centre de formation en maçonnerie, menuiserie, etc., l'élevage d'animaux, production de semences, étangs piscicoles... mais... tout cela ne semble pas correspondre avec cette image d'une forêt infestée par des milices... « Mais c'est exactement ça qui fait vraiment mal à la population de là-bas » s'indigne Charles. L'aide internationale est concentrée autour des centres frontaliers pour que leur personnel puisse fuir dans leurs résidences sécurisées à tout moment. Dans l'arrière-pays de la RDC seulement très peu de projets sont réalisés. Comme si les sponsors espéraient que les violences et l'insécurité disparaissent un jour

par miracle. Cette insécurité avec laquelle la population locale doit vivre sans avoir le choix.



*Un four à tuiles et carrelages à Shabunda, au bord du fleuve Ulindi (Fotos: C. Nalwango)*





Formation de jeunes en maçonnerie et menuiserie à Shabunda (Fotos: C. Nalwango)

Mais n'y a-t-il pas de casques bleus là-bas? Eclats de rire partout. La réputation de la communauté internationale et particulièrement des casques bleus de la MONUSCO (antérieurement MONUC) n'a jamais été impeccable. La critique se laisse résumer par la question qui est régulièrement posée à ce sujet : tous ces innombrables millions de dollars dépensés, quels effets positifs cela a eu pour la population, particulièrement celle en milieux ruraux ? Après dix ans d'aide internationale, nombreux sont ceux qui continuent de vivre dans la misère. Une situation qui provoque régulièrement des protestations. Ainsi par exemple lors de la visite commune à Shabunda du Gouverneur de la province et du Commandant de la MONUSCO en septembre dernier. On les aurait chassés par des jets de pierre. Eclats de rire de nouveau. Des critiques plus nourries vont dans le sens que les casques bleus attisent eux-mêmes des conflits pour donner une légitimation à leur mission. Comme preuve, on cite par exemple une tentative de fraude de minerais à Goma. (<http://www.rnw.nl/afrique/article/monusco-affaire-g%C3%AAAnante-de-traffic-de-minerais>).

Mais finalement, pourquoi l'accès nord vers Shabunda, via Katshungu, demeure impraticable jusqu'à aujourd'hui, huit ans après la fin officielle de la guerre ? Silence. Une gaffe ? On renvoie d'abord au fait que Kabila ne peut pas tout faire à la fois. Puis on évoque les Chinois, qui sont engagés dans la construction de routes, en contrepartie de contrats miniers qu'ils ont conclus avec le gouvernement à Kinshasa. On se plaint de la qualité médiocre de ces routes chinoises qui redeviennent impraticables, parfois déjà après une seule saison de pluie. Avant qu'ils rétablissent la route nationale N2 en direction de Mwenga, Kalole etc., l'accès à l'arrière-pays du Sud-Kivu était uniquement possible en avion petit porteur. À 250\$, par exemple, pour le cas de Kamituga, sans

siège, assis ou allégé sur le fret. Maintenant le même trajet coûte 10\$ sur un camion ou en bus. Et si cela allait déplaire aux opérateurs des compagnies d'aviation ?

Pour le voyage à Shabunda, 350\$ sont demandés aujourd'hui si on ne veut pas aller à pied. C'est environ trois fois plus qu'en 1998. Personne ne prétend maintenant que l'ouverture de ce tronçon routier serait sabotée intentionnellement. Mais si quelqu'un cherche des idées pour réaliser des projets propices à donner des perspectives à la population, il ou elle devrait trouver du potentiel dans le domaine des routes et particulièrement la construction de ponts.

### **Dans le système**

Quelques jours après le deuil chez Ignace, nous avons pris rendez-vous pour un autre entretien dans le calme. Comme je connais déjà la maison je m'y présente à l'heure fixée. J'y trouve quelques femmes, jeunes et enfants mais aucune trace d'Ignace. Curieusement, il ne répond même pas à l'appel sur son portable. L'un des jeunes, Christophe, propose d'aller demander dans la maison de sa femme s'il a un deuxième portable sur lequel on pourrait le joindre. La maison est assez spacieuse et construite sur une pente comme presque toutes les maisons ici. Au lieu de frapper à la porte, nous entrons avec un « Hodi », suivi d'un « Karibu », bienvenu, venant comme réponse du jardin en bas. Ce n'est pas la personne que nous cherchions qui nous a répondu. Les filles qui nous observent éclatent presque de rire. Probablement elles ont remarqué une certaine confusion dans mon regard.

On nous dit d'aller vers l'autre côté de la maison. Là, sur une terrasse, une poignée d'hommes est assises, deux qui sont déjà un peu plus âgés, les autres environ dans la trentaine. La conversation n'est que sporadique, en Swahili. Puis, un grand plat ovale est servi, plein de riz et maharagi, des haricots rouges. Après ce repas, Christian se lève pour partir. Je remercie pour l'invitation mais les hommes insistent que ce soit eux qui me remercient. En route, je demande à Christophe pourquoi ils m'ont remercié. Etonné, il répond que c'est ici la chose la plus normale que de se réjouir quand quelqu'un arrive à l'heure d'un repas et qu'on peut manger ensemble. Pour un moment, la discussion en suisse sur le refoulement des demandeurs d'asile me vient en tête, mais le jeune Christophe continue déjà son interrogatoire : Comment peut-on avoir des enfants sans être marié ? Et surtout : Pourquoi seulement si peu d'enfants, seulement un ou deux ? Nous avons pris un raccourci à travers un quartier et arrivons à trouver le bureau d'Ignace. Mais celui-ci ne peut pas quitter la séance.



*Ignace, avec au fond le Lac Kivu*

Nous fixons alors un autre rendez-vous quelques jours plus tard, à 19 heures chez moi. Je commence déjà à l'oublier quand il se présente très en retard. Il a fait tout le trajet à pied parce que sa voiture est tombée en panne. Il semble avoir perdu le contrôle à plusieurs niveaux : A peine le deuil de Manga chez lui à la maison fut levé, une autre personne proche de lui décédait. De nouveau, le quotidien s'arrêtait pour faire place aux sentiments de chagrin et aux condoléances. Nous prenons un repas ensemble et nous plongeons dans les dix dernières années pendant lesquelles nous nous sommes perdus de vue.

Ignace aussi est passé du camp des activistes de la Société civile vers le pouvoir, comme Didace qu'il a remplacé dans la fonction de Vice-gouverneur du Sud Kivu. En plus, il avait un des 500 sièges dans le parlement de transition, issue en 2003 du dialogue inter-congolais. Un quart de ces sièges furent réservés à la Société civile. « La pression était énorme » répond-t-il à la question sur les tentatives de la communauté internationale d'influencer le processus de transition. Et il les met tous dans le même sac : ceux qui sponsorisaient les pourparlers et ceux qui menaçaient tout le temps de continuer la guerre quand ils voyaient leurs intérêts compromis.

Malgré toutes ces difficultés, le bilan d'Ignace est légèrement positif : par exemple, tout un chapitre de la nouvelle constitution – adopté lors d'un référendum en 2006 – est consacré aux droits de l'homme. Dans de tels dossiers, la Société civile avait une avance en savoir-faire qui lui permettait de négocier avec succès. Ok. Mais concernant la mise en œuvre il reste des choses à faire, n'est-ce pas ? Laconiquement il commente : « Pour mettre en œuvre une loi, il faut d'abord en avoir une ». C'est comme avec les routes : sur une nouvelle route, on peut rouler avec une vieille bagnole en attendant d'en avoir une plus moderne. Mais sans route, rien ne va. Quelle vérité...

Non sans fierté, il parle de son travail à la commission Lutundula. Celle-ci analysait tous les contrats miniers avec des compagnies étrangères qui furent signés pendant la guerre. Plusieurs dossiers, dont les conditions étaient au détriment du Congo, ont été renégociés. Un acte patriotique en soi, mais

qui a causé une massive contre-pression. Ignace rédigeait ce rapport sensible qu'on n'a pas encore publié entièrement jusqu'ici. Entre parenthèses, il mentionne également qu'à cause de menaces, il a dû quitter Kinshasa temporairement.

Entretemps, minuit est déjà passé et le sommeil pèse. Serait-il préférable qu'Ignace passe la nuit ici ? « Non, pas question, ça ira sans problèmes une fois arrivé sur l'avenue Muhumba où il y a l'éclairage ». Comme il est d'ici, Il pense que ce n'est pas lui qu'on pourrait attaquer. Nous regardons à travers l'obscurité en direction du prochain luminaire, situé à quelques centaines de mètres d'ici. Ensemble, avec un gardien de nuit, nous sommes au moins à trois. Est-ce de l'insouciance, de l'irresponsabilité ou existe-t-il un besoin naturel de ne pas seulement avoir des droits mais plutôt de les exercer, par exemple le droit de circuler librement dans l'espace public ? Quelques parcelles plus loin, des chiens méchants grondent terriblement derrière la clôture. Peut-être que le plus grand danger est la disparition de droits parce que personne n'ose les exercer. C'est ainsi que nous exerçons ce droit, que nous nous prenons cette liberté. Liberté, qui n'est peut-être pas plus que la capacité de surmonter la peur – ou au moins de ne pas se laisser paralyser par elle.

### **Et toutes les autres histoires...**

Même avec un double volume ce rapport resterait un brouillon. Des douzaines d'histoires mériteraient aussi d'être racontées. Comme par exemple celle...

... du taximan à Bujumbura qui avait assez de sa vie antérieure de combattant, assez de la violence et de la guerre...

... du gamin avec une seule jambe et sans mains et de l'adolescent qui le prend en charge...

... de cette femme courageuse qui s'engage pour son journal indépendant à Bukavu... et du titre honoris causa qu'elle reçoit en février 2012 de l'université de Louvain en Belgique...

... du directeur d'une station privée de radio et TV qui raconte comment il a offert sa démission au politicien qui finançait sa station quand ce dernier a voulu insulter ses adversaires politiques sur les ondes... Et comment le DVD dont on a finalement enlevé les insultes a protégé ce politicien d'une arrestation... et comment sa station gère aussi une boutique ce qui a comme avantages que ses agents sont toujours bien habillés, et une plus grande indépendance financière grâce à cette source de revenu supplémentaire...

... des élections locales, qu'on aurait dû organiser durant la première législature du Président Kabila, mais qui ont été lâchées pour des raisons financières, questions d'emploi du temps ou autres qu'on ignore encore...

... de la place Mulamba où j'ai souvent pris le taxi et des jeunes qui y font leurs petits affaires d'échange, vente de cartes téléphoniques et autres services – et leur commentaire quand un jour on y avait stationné quelques casques bleus portant des gilets pare-balles...

... d'une radio locale qui eut l'idée d'organiser un concours pour laisser l'auditoriat choisir la meilleure journaliste, le meilleur modérateur et, en sens inverse, l'auditeur ou l'auditrice qui fournit le feedback le plus constructif pour la station...

... de la thèse d'un invité à la télé selon laquelle les États-Unis ont élu un président avec des racines africaines pour établir la confiance nécessaire qui servira à mieux exploiter ce continent...

... d'un Mwami, un chef traditionnel qui parle d'un projet d'intégration des Chefferies – les territoires selon la loi ancestrale – dans le système de l'administration publique... et de propositions de projets qu'il vient d'élaborer afin de redynamiser sa sphère d'influence...

... du chauffeur d'un Taxi-Moto qui est totalement convaincu que La moto ne glisse pas – mais c'est la boue qui glisse! ...

... d'une jeune spécialiste de communication et son idée qu'un travail ciblé dans les médias pouvait sensiblement améliorer l'entente mutuelle entre les militaires et la population civile... et de l'accès libre à toutes les casernes qu'elle aurait négocié avec le commandement militaire... et du fait qu'aucun bailleur n'a jusqu'à présent eu le courage de financer son projet...

... d'un prince burundais ([www.brownprince.com](http://www.brownprince.com)) qui semble avoir réussi à intéresser des premières maisons de mode à distribuer des bijoux fabriqués à Gatumba et dont la matière première est une noix qui pousse localement et ressemble étonnement à l'ivoire ... et du fait qu'il doit importer de l'argent pour les parties métalliques de ces bijoux parce qu'il ne trouve pas de l'or avec certificat d'origine... et comment cela me rappelait John Shabani...

... et du ... et ...

## **Y'a rien!**

La dernière histoire concerne une sorte de code propre à Bukavu. Comme Christian terminera bientôt l'école obligatoire, il a fait un stage de journalisme à la RTNC l'été passé. Nous scrutons ses notes au milieu de la foule du Marché Nyawera parce que c'est ici que nous avons trouvé un commerçant qui a mis une photocopieuse au bord de la route. Il est conscient que ces quelques feuilles manuscrites ne sont pas encore le rapport de stage qu'on lui demande d'établir. Comme d'habitude, l'air ici est poussiéreux. De même le brouhaha, les odeurs, tout est normal pour ce carrefour important. La seule chose remarquable, c'est que tout le trafic et les masses de personnes arrivent presque en sens unique en provenance du centre-ville.

Christian admet que ça ne fait pas de sens de photocopier tout son dossier et propose d'au moins commencer par le règlement intérieur de la RTNC. Mais à ce moment-là, le commerçant a déjà repris sa photocopieuse et l'emmène à l'intérieur. Quelques personnes commencent à courir, d'autres essaient de rester calme et observent. Un peu plus tôt dans l'après-midi, Décartes mentionnait qu'il se passait quelque chose dans la caserne de la 10ème région militaire. Peut-être la solde, qu'on attendait depuis longtemps, n'avait été distribuée qu'à une partie des soldats ce qui enrage les autres. En effet, de toute la journée les militaires visibles en ville étaient plus nombreux que d'habitude.

En quelques minutes seulement une sorte d'émeute s'est produite. Nous remettons les papiers dans l'enveloppe et suivons la masse. L'autre côté de la route, devant le marché, ceux qui étaient assis derrière leur marchandise se lèvent, presque tous en même temps, ce qui donne l'impression de vagues traversant la foule. L'afflux de trafic et de personnes en provenance du centre-ville est énorme et prend toute la largeur de la route. Ceux venant d'autres directions s'arrêtent ou font demi-tour. Il y a aussi une foule sur la route menant vers l'université. « Peut-être ce sont les étudiants qui font ça » spéculé Christian. Peut-être... Mais l'ensemble donne plutôt l'impression que personne n'a une idée de ce qui se passe réellement. Par contre, tout ce monde a certainement de bonnes raisons d'être inquiet ou même d'avoir peur.

„Prends une moto!“ – Ah! Je reconnais le gardien de nuit. Posé sur un petit mur, il arrive à surveiller le tout. Il ricane et sur un ton sévère il interdit au motard de demander plus que 500FC pour ma course. Après quelques mètres déjà l’allure change. N’était-ce ne qu’un mauvais rêve? Quelques jeunes sont en train de pousser une remorque, un peu plus loin quelqu’un nettoie la canalisation ouverte avec une pelle. Peu avant mon arrivée à la maison, le téléphone portable sonne. Christian veut savoir si j’étais sain et sauf. Le motard reçoit quand- même 700FC.

„Ah, y’avait rien“ rapporte Christian un peu plus tard. Quelques voleurs auraient voulu semer la confusion pour mieux pouvoir voler. Il y a rien - y’a rien pour être précis – c’est comme un code à Bukavu, signifiant qu’il n’y a pas de problèmes, du moins pas majeurs. Avoir accès à des informations fiables est crucial. Ceci se traduit dans la question à propos des nouvelles qui est incluse, voir ritualisée, dans la manière de se saluer dans plusieurs langues africaines, le „Habari gani?“ pour prendre le swahili comme exemple. Celui qui pose cette question espère entendre au plus vite qu’il n’y a rien, c’est tout. Parce que le contraire – y’a quelque chose! – c’est le signal d’alerte, cela veut dire qu’il y a quelque chose qui ne va pas.

Au réveillon du Nouvel an, Charles crée un jeu de mot qui d’une manière charmante, voire poétique, résume l’ambiance à Bukavu avec toutes ses ambiguïtés et ambivalences. Nous prenons une bière, discutons un peu, mais étonnamment ce n’est pas vraiment la fête aujourd’hui : Peu de gens dans la rue, pas de festivités visibles, etc. Bien sûr, Charles en connaît la cause : Les agents de l’état n’ont pas été payés à temps, alors il n’y a rien pour faire la fête, c’est comme ça. Est-ce que c’est redevenu la norme que les salaires n’arrivent pas, comme à l’époque de Mobutu quand on a connu des retards de plusieurs mois, voire années. « Non, il y a une nette amélioration dans cela, d’habitude l’état verse les salaires à temps » souligne Charles, et ajoute : « Tu sais, avant y’avait rien; Maintenant, y’a rien, mais y’a au moins quelque chose...“.

J’aime laisser cette phrase comme un résumé très succinct mais surtout un appel à la fin de ce rapport : Pas question d’ignorer les conseils aux voyageurs de différents Ministères d’Affaires étrangères, mais si on a un réseau il est possible de voyager à Bukavu ou vers d’autres destinations des Grands Lacs. Il est crucial de s’informer au préalable, de se rassurer, de se mettre en réseau, de réserver suffisamment de temps, de rester flexible et de poser constamment des questions et tenir les oreilles ouvertes. Et de ne pas oublier de bons souliers.

Selon mon avis, de tels voyages sont d’une très grande valeur, peut-être plus que jamais. De nombreuses personnes m’ont fait savoir qu’elles se sentent oubliées et abandonnées du reste du monde, surtout dans des moments difficiles, quand l’insécurité ou la violence règnent. Et que c’est déjà très significatif pour eux de voir quelqu’un arriver et montrer de l’intérêt.

\* \* \*

### **Quelques liens utiles**

<http://www.kongo-kinshasa.de/>

Site en allemand. Recommandable même si le journaliste de la TAZ (Berlin) est surreprésenté selon mon gout.

<http://www.eurac-network.org/>

Portail du réseau européen des ONG actives dans les Grands Lacs, dénommé EURAC. Publie un bulletin mensuel, en Français et Anglais. Actualisations journalières sur demande (à convenir).

<http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/rep/afri/vcod/rhkon.html>

Conseils aux voyageurs du Département fédéral (suisse) des Affaires Étrangères, DFAE.

<http://lodgecoco.com>

<http://orchids-hotel.com/home.html>

Hôtels à Bukavu au standard international.

[http://www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Pays/Afrique\\_orientale\\_et\\_centrale/Grands\\_Lacs\\_Rwanda\\_Burundi\\_Republique\\_Democratique\\_du\\_Congo](http://www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Pays/Afrique_orientale_et_centrale/Grands_Lacs_Rwanda_Burundi_Republique_Democratique_du_Congo)

Programme Afrique centrale / pays des Grands Lacs de la Direction (suisse) pour le développement et la coopération, DDC.

<http://radiookapi.net/>

Le site de la Radio Okapi, opéré par l'ONU et cofinancé par la Suisse

<http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monusco/>

Le site des casques bleus

<http://www.banro.com/s/Twangiza.asp>

<http://www.painpourleprochain.ch/index.php?id=2297>

Regards croisés sur le business des minerais

<http://www.societecivile.cd/node/1468>

Infos concernant Héritiers de la justice, via le site la Société civile

Et pourquoi pas taper des mots comme *Bukavu*, *Shabunda*, *etc*, dans des moteurs de recherche comme youtube, par exemple :

<http://www.youtube.com/watch?v=HnwJJ2cc8sY&feature=related>, (Guerre de coltan)

<http://www.youtube.com/watch?v=QbFLbKAYgjc> (Bukavu la verte)

<http://www.youtube.com/watch?v=YLy8oGn0YbA>, (Guardian films, FPR crimes)

<http://www.youtube.com/watch?v=5O1u3zrTmVo&feature=related> (Twangiza)

<http://www.youtube.com/watch?v=kb6VstOPeGA> (Bukavu depuis ses origines)

## Brève histoire de l'Afrique des Grands Lacs

Avant 1895, diverses cultures et modes d'habitation, allant de royaumes à des anarchies ou cultures nomades ; Commerce d'esclaves par des pays arabes ; Expéditions européennes et évangélisation à partir du XVIe siècle environ; Commerce transatlantique des esclaves jusqu'à peu près au XVIIIe siècle.

1895-1960 période du colonialisme ; le Congo est considéré comme propriété privée du roi de Belgique, la population est décimée de 20 à 10 millions entre 1880 et 1920 ; Temporairement aussi des revendications allemandes au Rwanda et au Burundi.

En 1960 indépendance, suivi des élections et de troubles au Congo : Meurtre du premier ministre Lumumba avec l'appui de la Belgique et des Etats-Unis, sécession de la province du Katanga, riche en matières premières, rébellion des Mulele, interventions militaires internationales, mission des Nations Unies, etc. Dans le Rwanda, densément peuplée, de nombreux massacres ont lieu contre une minorité ethnique dont beaucoup fuient, principalement vers l'Ouganda. Au Burundi, ce même groupe se lutte au pouvoir.

En 1965, Mobutu s'installe comme dictateur au Congo, soutenu principalement par les Etats-Unis, comme un rempart contre la peur de l'infiltration communiste en Afrique. 1974 « Zaïrianisation » du Congo et dans ce contexte expropriation de tous les étrangers. L'économie stagne et l'état de infrastructure se détériore. Gouvernance répressive, broyage des petites émeutes dans l'est.

A partir d'environ 1990, Mobutu, sous la pression internationale, doit permettre une certaine démocratisation – qu'il déjoue en même temps. Recherche de consensus à travers la *Conférence nationale souveraine*. Au Rwanda, le gouvernement est sous la pression des anciens réfugiés en Ouganda, qui y ont fondé le groupe rebelle FPR. Les pourparlers de paix à Arusha n'avancent pas.

Le génocide de 1994 au Rwanda affaiblit sensiblement les forces modérées de tous les camps. Dans le même temps, le FPR prend le contrôle à partir du Nord du pays. De nombreux auteurs du génocide réussissent à s'échapper en se mêlant à un énorme afflux d'environ deux millions de réfugiés vers le Zaïre. L'opération turquoise de l'armée française et plus tard les Nations Unies prennent en charge les réfugiés mais ne passent pas aux désarmements. Cette constellation constitue une menace pour les nouveaux dirigeants du FPR au Rwanda, qui reçoivent, comme aussi l'Ouganda, un soutien notable des États-Unis et du Royaume-Uni, aussi dans le secteur militaire.

En 1996, début de la rébellion de l'AFDL au Sud Kivu, militairement soutenue par les pays voisins à l'Est. Uvira est la première ville qui tombe, puis Bukavu, Goma, etc. Alors que l'objectif officiel est l'expulsion de Mobutu, on note des attaques simultanées de camps de réfugiés. Par la suite, près d'un demi-million d'occupants civils de ces camps rentrent au Rwanda, d'autres centaines de milliers périssent en essayant de fuir dans les profondeurs de la forêt. Les responsables du génocide au Rwanda en 1994 sont maintenant installés dans l'arrière-pays du Zaïre.

En 1997, Mobutu est écarté. Déjà lors de l'avancée des troupes de L.D. « Mzee » Kabila et de ses commanditaires étrangers, des nombreux accords de prospection sont signés avec des sociétés minières internationales. En mai 1997 le pays est rebaptisé : Après le Zaïre il devient la République Démocratique du Congo (RDC).

Dès 1998 de nouvelles rébellions éclatent dans les deux Kivus, exactement selon le même schéma qu'en 1996. Ceci suite aux tentatives de Kabila de repousser l'influence de partisans rwandais dans le nouveau gouvernement et la nouvelle administration congolaise. En plus des troupes rwandaises, il y a aussi celles de l'Ouganda, du Burundi et d'autres qui pénètrent au Congo, tandis que Kabila s'appuie sur un soutien militaire essentiellement du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie

A partir des environs de 1999, la situation militaire est bloquée. Suivent des années d'horreur pour la population, particulièrement dans les territoires occupés de l'Est. Pendant que l'engagement de la communauté internationale commence à se concrétiser lentement, les preuves se multiplient que l'objectif principal des parties en guerre est l'accès aux matières premières. En 1999, le partage du pouvoir sera décidé dans l'accord de Lusaka. La détresse de la population demeure extrême malgré la mission de paix des Nations Unies (MONUC, à partir de 2000) et les pourparlers de Sun City (Afrique du Sud, dès 2001, Dialogue Inter-Congolais). En 2001, Mzee – Le Vieux – Kabila est assassiné et remplacé par son fils Joseph.

A peu près depuis 2002, retrait des troupes étrangères du Congo ; Mise en place d'un gouvernement de transition ; L'effectif de la mission des Casques-bleus est en augmentation pour atteindre environ 20'000 hommes ; La population demeure dans la plus grande détresse, harcelée par des factions de combattants et bandits qui se financent principalement avec la contrebande de produits miniers. L. Nkunda et son groupe bien formé et équipé, le CNDP, suspecté d'entretenir des liens étroits avec l'armée du Rwanda, deviennent tristement célèbres à cet égard. 2004, Bukavu est prise en une fois par ce groupe.

En 2006, pour commencer, adoption d'une nouvelle Constitution, suivie par des élections, d'un côté des parlements au niveau national et provincial, de l'autre, présidentielles, que Kabila va gagner. Aide massive des pays industrialisés dans ce processus électoral.

En 2008, éruption d'une nouvelle offensive du CNDP au Nord-Kivu, qui menace Goma temporairement. Puis un surprenant rapprochement entre le Rwanda et la RDC, fruit d'une médiation secrète, principalement française et américaine. Intégration du CNDP dans l'armée nationale congolaise (contre laquelle il a combattu jusqu'il y a quelques semaines). Priorité est donnée au problème des génocidaires de 1994 encore présents dans les forêts de la RDC. Les armées du Rwanda, de la République démocratique du Congo et les Nations Unies opèrent conjointement à cette fin, avec un bilan mitigé.

Aux environs de 2010, l'attention est d'abord sur les élections au Rwanda, remportées, après une campagne fortement critiquée, par Kagame qui gouverne le pays depuis 1994 sans opposition significative. En RDC, l'intégration du CNDP dans l'armée nationale (Forces Armées de la RDC, FARDC) pose problème, parce qu'elle est souvent perçue comme une prise de pouvoir masquée. Les attaques des civils par tous les camps sont répandues ainsi que les tentatives d'en rejeter la culpabilité sur l'adversaire. Le but de la plupart des groupes demeure le contrôle de l'exploitation des matières premières dans leur fief. La présence massive des agences des Nations Unies et des ONG suffit à peine à assurer la sécurité et un semblant de normalité dans les centres, mais aucune en zones rurales. Malgré cet environnement difficile un débat politique réussit à se mettre en place avant les élections.

2011-12, Kabila assure à l'avance sa réélection par diverses manœuvres. Bien que la fraude massive soit décriée, aucun consensus ne s'établit pour exiger l'annulation des élections. L'opposition sort légèrement fortifiée des élections législatives tenues en même temps. Les élections se passent dans une tranquillité apparente, notamment parce que les manifestations les plus importantes sont réprimées par le régime.

Pour la continuation de la chronique : [www.h-connect.ch](http://www.h-connect.ch), (Rubriques Organisation > Focus Congo)

## **Remerciements**

A toutes les personnes présentées pour leur confiance. A tous ceux qui ont rendu ce texte possible grâce à leur critique constructive. Et à tous ceux qui maintiennent ce rapport vivant en fournissant du feedback – et en restant intéressés aux mondes loin des gros titres mondiaux.